

N°1206

du 19
FEVRIER
2019



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Accès à l'électrification des ménages ruraux au Togo

Tone, Tandjouaré,
Kéran, Dankpen,
Wawa, Amou, Haho,
Moyen-Mono et Avé
vont être touchées

P.3 **L'hôpital de référence, au-delà de l'aspect qualité de soins**

“ Le projet vise la création de milliers d'emplois ”, Ingrid AWADÉ

** "La CNSS, en finançant ce projet, allie rentabilité de placement et satisfaction socio-économique des populations", dicit Madame Ingrid Awadé.*



Mme Ingrid Awadé, Directeur général de la CNSS

P.6 Pour répondre à la demande du marché de logistique
Le «Uber pour camions» nigérian Kobo se lance au Ghana, au Togo et au Kenya

P.4 En attendant le cas BTCI
L'appel d'offres pour la privatisation de l'UTB avant la fin août 2019

P.3 Deux mois après le vote de la loi par l'Assemblée nationale
Les contours de l'Agence nationale de la cybersécurité sont fixés

P.3 Rencontre avec les acteurs sociaux / Même avec un léger retard
L'Exécutif insiste à tenir les promesses faites aux enseignants

AZIMUTS INFOS

Spotify : comment améliorer la qualité audio ?

Spotify met à votre disposition un catalogue de millions de titres à écouter à volonté sur votre PC, Mac, tablette smartphone ou encore console. La quantité est une chose, mais qu'en est-il de la qualité d'écoute ? Plusieurs réglages vous permettent de la régler en fonction de vos priorités.

Spotify utilise le codec audio libre Ogg Vorbis pour les fichiers audio de son catalogue. Comme le MP3 ou le AAC, sa compression impose une légère perte, contrairement aux fichiers "lossless" comme le Flac. Le service doit en outre composer avec des impératifs techniques, notamment sur sa version mobile. Le streaming audio consomme de la bande passante, et la possibilité de télécharger localement les morceaux pour les écouter hors ligne peut faire fondre votre espace de stockage.

Trois réglages de qualité (deux sur la version "desktop") sont proposés aux abonnés Premium : Normale (96 Kbps), Élevée (160 Kbps) et Exceptionnelle (320 Kbps).

Streaming ou téléchargement : des priorités différentes

Par défaut, le réglage est en qualité "Normale". Si vous êtes limités en quota de données sur votre forfait et que la compression n'agresse pas trop vos oreilles, il peut être judicieux de rester sur ce réglage qui a le mérite de consommer peu de bande passante ou d'utiliser la qualité Élevée.

La bonne nouvelle, c'est que l'on peut, sur l'application mobile, utiliser deux réglages différents pour la musique lue en streaming et pour les morceaux téléchargés. Pour un long trajet où vous avez tout loisir de profiter d'un bon casque, vous pouvez ainsi télécharger vos morceaux en Wi-Fi avant de quitter votre domicile et les écouter en local en qualité Exceptionnelle sans toucher à votre réglage habituel pour les sessions de streaming.

Pourquoi les orages sont difficiles à prévoir ?

Les orages peuvent parfois se montrer violents. Alors, on compte sur les prévisions météorologiques pour nous prévenir de leur arrivée et anticiper au maximum. Malheureusement, même pour les spécialistes, le phénomène reste difficile à prévoir.

De manière générale, l'exercice de la prévision météorologique semble difficile. Nous en faisons tous l'expérience très régulièrement. Mais certains événements plus que d'autres sont compliqués à prévoir, même pour des spécialistes. Et les orages sont de ceux-ci. Pour deux grandes raisons :

*Les orages sont liés à des phénomènes physiques complexes.

*Les orages sont de courte durée et concernent des zones limitées (à l'échelle météorologique).

Rappelons d'abord que pour qu'un orage éclate, il faut impérativement que des cumulonimbus se développent. C'est d'ailleurs pourquoi on appelle couramment ces nuages, des nuages d'orage. Et il existe aujourd'hui des modèles numériques capables de pointer les zones géographiques dans lesquelles les conditions sont réunies pour que se développent de tels nuages.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression

Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
**Sylvestre D. Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA**

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Exposition/Hôtel Onomo

Transhumances : mobilité à risques de Gilles Coulon

Dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques auquel s'ajoute une crise sécuritaire complexe qui se propage à travers l'Afrique de l'Ouest, le pastoralisme et l'agropastoralisme représentent un lien indéfectible entre les pays sahéliers et les pays côtiers. Ces systèmes d'élevage constituent un symbole de l'intégration régionale et une source de revenus pour plus de 80 millions de personnes en Afrique de l'Ouest, notamment dans des zones rurales margina-

lisées où des jeunes de plus en plus nombreux rencontrent des difficultés accrues pour s'intégrer économiquement et socialement. L'exposition photographique "Transhumance, mobilité à risques" a été réalisée dans le cadre du programme AFL-BRACED. Le photographe, Gilles Coulon, a suivi les pasteurs et agropasteurs durant leur parcours de transhumance entre le Burkina-Faso et le nord du Togo sur deux périodes de trois semaines.

Gilles Coulon tiendra une confé-



rence à la médiathèque de l'Institut Français du Togo à Lomé ce 19 février à 18H30.

20 FÉVR. / 03 MARS - À L'HÔTEL ONOMO | LOMÉ

Musique

Buravan, Prix découvertes RFI, à l'IFT ce 23 février

Buravan est déjà célèbre au Rwanda. Et pourtant, il n'a que 23 ans ! Au pays des mille collines, il chante l'amour, la paix, la réconciliation sur de jolies mélodies électropop. Le 08 novembre 2018, le jury du Prix Découvertes RFI présidé par Charlotte Dipanda, a récompensé Yvan Buravan afin que sa musique voyage autant qu'elle fait voyager. Cet étudiant du Kigali

Music School, et titulaire de l'album "The Love Lab", est en tournée dans les Instituts Français d'Afrique. En première partie, retrouvez le togolais Ozane, finaliste du prix découvertes RFI 2018. Un magnifique spectacle en perspective !

23 FÉVR. / 20H00 | SCÈNE DE L'IFT | ENTRÉE : 2.000 FCFA 3.000 FCFA | PRÉVENTE 1.500 FCFA



Langue

La bataille pour l'écriture inclusive devant les tribunaux français

Le Groupement d'information et de soutien sur les questions sexuées et sexuelles conteste une circulaire de 2017 qui prohibe l'usage de l'écriture inclusive dans les documents administratifs, selon le quotidien Le Monde.

En novembre 2017, le premier ministre français, Edouard Philippe, a interdit dans une circulaire l'écriture inclusive dans les documents administratifs. C'est cette décision

qu'attaque une association devant le Conseil d'Etat hier lundi. Le texte du 21 novembre 2017 édicte des "règles de féminisation et de rédaction des textes publiés au Journal officiel de la République française". Parmi elles : la féminisation des fonctions et métiers (cordonnière, écrivaine, agricultrice...) et l'emploi de formules "le candidat ou la candidate" dans les actes de recrutement. En revanche, le chef du gou-

vernement invite "à ne pas faire usage de l'écriture dite "inclusive", un type de graphie qui prône des règles grammaticales plus neutres, visant à respecter l'égalité entre les sexes. Et ce, "notamment pour des raisons d'intelligibilité et de clarté de la norme".

"On a souhaité défendre la liberté pour chacune et chacun de s'exprimer comme elle et il le souhaite, que ce soit avec un point mé-

dian [qui permet d'employer le masculin et le féminin dans un même mot, comme dans les candidat-e-s], que ce soit avec une règle quelconque, mais pour que tout le monde puisse apparaître dans notre langage, dans notre grammaire et notre syntaxe", soutient le GISS, qui évoque aussi l'idée de "permettre l'apparition des femmes dans notre langage".

Disparition

L'acteur suisse Bruno Ganz est mort à l'âge de 77 ans

L'acteur suisse Bruno Ganz, qui s'est distingué notamment dans La Chute, un film qui raconte les derniers jours d'Adolf Hitler, et dans Les Ailes du désir, est mort à Zurich dans la nuit de vendredi à samedi 16 février des suites d'un cancer, a annoncé son agente. Il avait 77 ans. En juillet, les médecins lui avaient décelé un cancer de l'intestin.

Natif de Zurich, fils d'un mécanicien suisse et d'une mère originaire d'Italie, Bruno Ganz est considéré comme l'un des plus importants

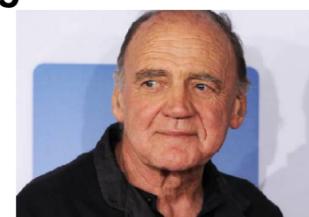
acteurs germanophones de l'après-guerre, sur les planches comme au cinéma.

Parmi ses rôles les plus marquants figure celui de l'ange Daniel dans Les Ailes du désir, tourné par Wim Wenders en 1987 et dans lequel son personnage épie et scrute le Berlin d'avant la réunification. Le film avait obtenu le prix de la mise en scène au Festival de Cannes la même année.

Son rôle d'Adolf Hitler dans La Chute l'a consacré définitivement en

2004. Il s'agissait d'un des premiers films allemands consacré au dictateur, dans un pays toujours traumatisé par le souvenir de la barbarie nazie. Nommé aux Oscars, ce film relate les derniers jours du Führer durant la bataille de Berlin en avril 1945. L'interprétation de Bruno Ganz reste inégalée pour de nombreux critiques et lui a valu une nomination au prestigieux Prix du cinéma européen.

Avant de percer au cinéma, Bruno Ganz, autodidacte ayant



quitté l'école à l'adolescence, a travaillé comme comédien pour des théâtres allemands prestigieux. Travaillant d'abord comme libraire puis comme ambulancier, il a rejoint l'Allemagne dans les années 1960 pour réaliser son rêve.

Nécrologie

L'acteur Serge Merlin est décédé

L'acteur de théâtre Serge Merlin, connu notamment pour ses interprétations des pièces de Thomas Bernhard, Beckett et Shakespeare est mort samedi à 86 ans à Paris. Au cours de sa carrière, il a joué avec les plus grands metteurs en scène, Patrice Chéreau, Matthias Langhoff, André Engel, Alain Françon, et il avait été marqué à jamais par ses

deux interprétations du Roi Lear de Shakespeare. Il avait connu un passage à vide, pendant une dizaine d'années, avant de remonter sur scène au Festival d'Avignon en 1978 avec Le Dépeupleur de Beckett.

Outre ses nombreux rôles au théâtre, Serge Merlin avait joué dans une vingtaine de films. Son rôle le plus célèbre sur le grand écran était

sans doute le personnage de Raymond Dufayel, "l'homme de verre", qu'il avait incarné dans Amélie Poulain au début des années 1990. Un personnage particulièrement poignant, puisqu'il incarnait "l'homme de verre", un peintre atteint de la maladie des os de verre et vivant cloîtré. Son dernier rôle au cinéma était celui de Louis XI dans



Un peuple et son roi de Pierre Schoeller, sorti l'an dernier en salle.

L'hôpital de référence, au-delà de l'aspect qualité de soins

«Le projet vise la création de milliers d'emplois», Ingrid AWADE

* «La CNSS, en finançant ce projet, allie rentabilité de placement et satisfaction socio-économique des populations», dixit Madame Ingrid Awadé.

Late Pater

Dans sa politique de renforcement et d'implantation des infrastructures de santé, le président togolais a personnellement lancé, le 15 février 2019, les travaux de construction d'un hôpital de référence répondant aux normes internationales à Agoè, en périphérie de la capitale Lomé et au cœur du Grand Lomé. Le futur hôpital, qui devra prendre le dessus sur le vieux principal centre hospitalier Sylvanus Olympio, est dénommé Saint Peregrin, ce Saint invoqué pour les maladies incurables. La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) en est le promoteur. Ajuste titre, Madame Ingrid Awadé, directeur général de la Caisse, explique les raisons de l'action : «La CNSS, en finançant ce projet, allie rentabilité de placement et satisfaction socio-économique des populations. Cette initiative était nécessaire pour réduire les évacuations». Elle lance un appel : «ce pari nécessite, cependant, la mobilisation d'importantes res-



Faure Gnassingbé dévoile la plaque de signalisation du chantier

rieure à ce qui se vit actuellement dans le pays. Le projet innove surtout en alliant la qualité des soins à l'abord du coût, dans un dispositif sanitaire national ainsi renforcé, pour desservir en soins de santé de qualité la plus grande masse de la population. Il apporte également une solution durable aux carences du plateau technique national pour la prise en charge des victimes d'accidents du travail et des maladies professionnelles dont les coûts d'évacuations sanitaires dans des cliniques privées extérieures portaient un préjudice

de manière sensible le taux de mortalité et de morbidité, renforcer l'équité dans l'accès aux services de soins de santé et surtout réduire les évacuations sanitaires souvent très onéreuses. Sans oublier qu'elle occasionne aussi la création d'emplois directs et indirects», se réjouit Mme Ingrid Awadé.

Au ministère de la Santé et de l'hygiène publique, on y voit un cadre de travail de haut niveau, aligné sur les critères et les standards internationaux, avec un environnement propre et rassurant. Ajoutant que, par le futur joyau technique et architectural, l'Etat togolais tient à désengorger les hôpitaux de grande fréquentation de la capitale que sont le CHU Sylvanus Olympio et le CHU Campus de Lomé. «Il faut dire que plusieurs services du CHU Sylvanus Olympio connaissent des travaux de réfection. Bien d'autres encore doivent y être créés pour répondre aux enjeux de santé publique de notre temps», a déclaré le ministre Moustafa Mijiyawa, lors de la cérémonie de lancement des travaux.

L'hôpital produira lui-même sa propre électricité. La durée prévisionnelle des travaux de construction est de douze (12) mois.

Quelques heures après la cérémonie de pose de la première pierre, Faure Gnassingbé reçoit une délégation de l'hôpital américain de Paris (AHP, partenaire du projet de Saint Peregrin), conduite par son vice-président en charge du développement, Docteur Olivier Bosc. Objectif : présenter ses projets de redynamisation du partenariat médical avec le Togo. «Nous sommes venus dans le cadre du projet de construction de l'hôpital Saint Peregrin de Lomé. Nous avons alors rencontré Monsieur le Président pour lui exprimer notre volonté de renforcer le partenariat médical avec le Togo», a-t-il déclaré. L'hôpital américain de Paris souhaite, à travers cette coopération, appuyer les structures sanitaires togolaises en matière de gouvernance, de formation et de l'offre médicales.



Mme Ingrid Awadé, Directrice générale de la CNSS

sources financières aussi bien de l'Etat, de ses partenaires techniques et financiers que du secteur parapublic et privé en vue de renforcer et de moderniser l'offre en matière de services de santé de notre pays». Tout en assurant le président togolais de la détermination de la Caisse nationale de sécurité sociale à prendre activement part aux côtés du gouvernement au développement du secteur de la santé, maillon essentiel du Programme national de développement (PND 2018-2022) notamment dans son axe 3 consacré au développement social.

L'hôpital Saint Peregrin sera construit sur un site de 06 hectares pour un coût estimatif de 17 milliards de francs Cfa. Il coûte pourtant cinq fois moins que le coût normal d'un hôpital classique, a expliqué le responsable des travaux de construction et d'équipements de Saint Peregrin. C'est un hôpital de niveau 4 qui sera référencé et certifié aux normes et standards internationaux pour offrir des soins de santé d'une qualité supé-

rieur financier important à la CNSS. Il va donc offrir un vaste plateau technique de consultations et d'interventions, un hôtel 4 étoiles de 64 chambres pour accueillir les patients en phase de récupération et un hélicoptère. Dans l'hôpital de 11.000 m², on pratiquera la médecine, la chirurgie, la gynécologie, la maternité, la cardiologie, la neurologie, la traumatologie, l'imagerie médicale (IRM), avec possibilité de télé-médecine et de télé-interprétation, et les explorations fonctionnelles. Suivant les performances attendues, l'hôpital recevra 80.000 consultations par an, 10.000 hospitalisations de très courte durée et 3.000 naissances par an dès sa mise en service. Il est associé à un hôtel de 7.000 m² qui porte la capacité à près de 120 lits en phase 1. «De toute évidence, une fois réalisée, l'infrastructure sanitaire de référence, qui sera l'une des plus modernes, sera une fierté nationale pour les fils du Togo. Mais pas que ça ! Elle va rendre l'accès aux soins de santé plus facile pour un grand nombre, ré-

Rencontre avec les acteurs sociaux / Même avec un léger retard

L'Exécutif insiste à tenir les promesses faites aux enseignants

Jusqu'à-là silencieuse, du fait d'une satisfaction d'étape après la conclusion et la signature du protocole d'accord, la Coordination des syndicats de l'enseignement du Togo (CSET) a montré toute son inquiétude sur la suite du dialogue en cours dès le lendemain de la formation du gouvernement Selom Klassou 2. Et pour cause, elle n'a plus d'interlocuteur direct à cause de la disparition du portefeuille des Enseignements primaire et secondaire dans l'actuelle équipe gouvernementale formée le 24 janvier 2019, complétée dès le 25 janvier et reconfirmée le 26 janvier.

Au finish, avec les nouvelles menaces des enseignants, le gouvernement togolais a rencontré la Coordination des syndicats de l'enseignement du Togo. Et c'est la CSET qui en fait écho. «La rencontre prévue ce jeudi 14 février 2019 s'est effectivement tenue au siège de la SAZOF-Lomé entre les membres du gouvernement, à savoir les ministres Bawara de la Fonction publique et Gbagbiegue de l'Enseignement technique, et les acteurs sociaux ayant pris part au groupe de travail. Cette rencontre se situe dans le cadre d'une prise de contact permettant de renouer avec l'esprit de dialogue et de concertation pour la recherche de solutions communes aux problèmes du secteur éducatif togolais. Cependant, il convient de retenir ce qui suit : le gouvernement réaffirme sa détermination à tenir à tous ses engagements, tout en accusant un léger retard ; pour le gouvernement, l'éducation reste au cœur

de ses préoccupations majeures et il rassure le monde éducatif qu'un ministre sera nommé sous peu pour le ministère des Enseignements primaire et secondaire ; un travail se fait pour régler l'urgente question relative aux enseignants retraités mais maintenus aux postes et l'autorité promet de régler ce problème dans les meilleurs délais ; le reliquat du contentieux de la CNSS sera tout aussi soldé expressément», écrit la Coordination dans un communiqué. Le texte ajoute que l'évaluation du protocole d'accord sera faite au cours d'une réunion prévue dans dix (10) jours et permettra de faire la lumière sur les différentes zones d'ombre et inquiétudes. Enfin, il est souligné que la direction des ressources humaines assure le suivi des dossiers du reste des professeurs de l'École normale supérieure (ENS 2018) afin qu'ils puissent rentrer dans leurs droits le plus tôt possible... Et concernant le concours des EV, il ne reste que quelques réglages à faire avant la proclamation des résultats.

En rappel, le protocole d'accord avait stipulé que le gouvernement doit tout mettre en œuvre pour adopter le statut particulier des enseignants avant la rentrée, celle de 2018-2019 qui a eu lieu le 24 septembre 2018, dans le délai de trois mois après un débat parlementaire sans vote. Le 28 août 2018, le conseil des ministres a effectivement adopté le décret portant statut particulier du cadre des fonctionnaires de l'enseignement. Ce qui a été applaudi par les syndicats des enseignants (FESYNTET, USET,

FETREN-UNSI, FE/CNTT, FESET, FENASYET, FESEN et CSET). Même si on maintient le frein à main : «ce n'est que lorsque ce qui a été convenu sera intégralement appliqué qu'on pourra parler de satisfaction totale». Pour l'essentiel, selon le gouvernement, l'accord inclusif porte sur dix points destinés à améliorer les conditions de vie et de travail des enseignants. Il s'agit d'abord de l'adoption d'une approche globale et durable en vue d'améliorer et de moderniser le système éducatif, sur une période initiale de cinq ans à compter de la signature du présent protocole. Le gouvernement s'est engagé, entre autres, à maintenir l'accroissement des ressources budgétaires allouées au secteur de l'éducation et à poursuivre des efforts visant à l'amélioration des primes des enseignants du secteur public. A ce point précis, il est prévu que, pour l'année 2018, les primes des enseignants devraient être revalorisées pour un montant total d'un milliard (1.000.000.000) de francs Cfa. Pour l'année 2019, et sur la base de la progression moyenne des ressources budgétaires allouées au secteur de l'éducation, estimée à dix milliards (10.000.000.000) de francs Cfa au cours des cinq années précédentes, un cinquième de ce montant sera consacré à l'amélioration des primes des enseignants. L'accord prend également en compte la question des enseignants du confessionnel et prévoit l'adoption d'une loi portant orientation sur l'éducation nationale.

Deux mois après le vote de la loi par l'Assemblée nationale

Les contours de l'Agence nationale de la cybersécurité sont fixés

C'est le produit du décret portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCY), adopté par le Gouvernement le 13 février 2019. Face à la gravité des risques et menaces inhérentes à l'expansion de la civilisation numérique, l'Assemblée nationale a adopté la loi n°2018-026 du 7 décembre 2018 sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité. Cette loi vise à assurer une prise en charge efficace et effective de la cybersécurité sur toute l'étendue du territoire togolais. Elle crée notamment l'Agence nationale de la cybersécurité qui sera en charge de cette mission.

Structuré autour de 4 chapitres subdivisés en 34 articles, le décret définit le statut, les missions et attri-

butions de l'ANCY, fixe le cadre de sa gouvernance et donne des précisions sur sa gestion et le contrôle de ses comptes. Il fait de l'Agence, l'autorité en matière de sécurité et de défense des systèmes d'information au niveau national. Il met sous sa responsabilité la prévention des cyberattaques et la protection des ressources informationnelles contre celles-ci et lui confie la détection des attaques, ainsi que l'élaboration des actions de riposte visant à les éradiquer.

L'ANCY est appelée à se positionner comme un acteur incontournable dans l'instauration d'une culture de la cybersécurité notamment au moyen de la sensibilisation et de la formation des acteurs. Dans ce sens, elle est donc chargée de la sensibilisation des usa-

gers des équipements, des services et installations informatiques, de la prévention des intrusions, de la sécurisation et de la défense de l'ensemble des systèmes d'information.

A noter que le décret complète ainsi la loi sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'Axe 4 du Document de politique du secteur de l'économie numérique au Togo qui insiste sur la nécessité de «garantir la souveraineté numérique nationale y compris la cybersécurité et la protection des citoyens». Cette loi prévoit également la mise en place d'un Security Operating Center (SOC) et d'un Computer emergency response team (CERT) national que le décret place sous l'autorité de l'agence.

En attendant le cas BTCI

L'appel d'offres pour la privatisation de l'UTB avant la fin août 2019

Jean AFOLABI

Le gouvernement togolais veut lancer l'appel d'offres pour la privatisation de l'Union togolaise de banque (UTB) avant la fin août 2019. Il s'agit, renseigne le site *Togo First*, de l'un des engagements pris par Lomé dans son Mémoire des politiques économiques et financières convenu avec le Fonds monétaire international (FMI). Selon des informations confirmées sans plus de détails par la représentation locale de l'institution de Bretton Woods, un cabinet aurait été déjà recruté conformément aux engagements pris. Dans le Mémoire envoyé aux services du Fonds en novembre 2018, les autorités togolaises ont pris l'engagement de «recruter un cabinet d'audit pour évaluer la valeur économique de cette banque afin d'aiguiller les décisions sur la gamme des offres acceptables». Elles ont promis de «recruter un conseiller international en transactions» pour les «accompagner dans le processus de privatisation». Ces deux recrutements, selon le chronogramme arrêté avec le FMI, devaient être actés avant fin 2018. Tout en jouant la carte de la prudence quant au déroulement du calendrier prévu. «Dans le but d'assurer une privatisation saine d'un point de vue stra-

tégique et financier, le calendrier pourrait accuser un retard qui dépendrait de l'évaluation du conseiller international en transactions et de sa capacité à poursuivre le travail rapidement», prévient Lomé.

Dans le meilleur des cas, poursuit *Togo First*, le gouvernement voit septembre 2019 comme mois de finalisation de la privatisation de l'UTB, espérant l'approbation de la commission bancaire de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA), devenue très exigeante en matière de fusion/acquisition dans l'Union.

Lancé en 2012 après une recapitalisation peu fructueuse en 2008, le processus de privatisation de l'UTB a échoué pour des raisons de procédure et n'a pas été renouvelé, alors que ses performances, notamment son bénéfice net, sont restées en rade ces dernières années.

C'est le 3 octobre 2018 que le pouvoir de Lomé a pris la position officielle finale d'autoriser, sous la forme de projets de loi, la privatisation individuelle de la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI) et de l'Union togolaise de banque (UTB). Après avoir parlé de fusion. «Le gouvernement a poursuivi ses efforts en vue du redressement de la BTCI et de l'UTB. Dans la recherche des solutions les plus appropriées,

le gouvernement avait le choix entre la fusion ou la privatisation. La seconde option à savoir les privatisations de la BTCI et de l'UTB est privilégiée car, d'une part, elle cadre avec la volonté du gouvernement de se désengager progressivement des secteurs productifs pour faire place au privé dans le cadre de sa politique de partenariat avec le secteur privé et, d'autre part, en raison des opportunités actuelles du marché bancaire et du coût d'opportunité que représenterait la première option pour l'Etat. En conséquence, le gouvernement suspend le projet de fusion (...) Dans la conduite de ce processus de privatisation, le gouvernement veillera à la préservation des emplois et des intérêts des employés ainsi qu'à la consolidation du système financier». Ce qui n'empêche pas des inquiétudes au sein de l'établissement bancaire.

Il faut rappeler que, dans ce processus de privatisation, et vis-à-vis des 320 agents de l'UTB y compris les contractuels, le gouvernement a promis de faire en sorte «que les emplois soient préservés et que des plans sociaux drastiques ne soient pas mis en œuvre par les repreneurs ; la stratégie privilégiée sera le départ volontaire». (avec *Togo First*)

Besoins de financement du budget de l'Etat gestion 2019

Le Trésor public à sa 4ème émission pour des Obligations de 15 milliards ce vendredi

Jean AFOLABI

Après 55,6 milliards récoltés en trois émissions de titres publics, le Trésor public du Togo, aidé de l'agence UMOA-Titres, annonce la cession, le vendredi 22 février 2019, d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) d'un montant de 15 milliards sur une durée de 24 mois. L'échéance est donc fixée au 23 avril 2021. Au taux d'intérêt de 6,25% ; d'une valeur nominale unitaire de 10.000 FCFA. «Le remboursement de ces obligations se fera le premier jour ouvrable suivant la date d'échéance (remboursement In Fine)», indique UMOA-Titres

En vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat, le Trésor du Togo envisage officiellement de lever 390 milliards au cours de l'année 2019 sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa), dont 95 milliards visés ce premier trimestre, en une émission de Bons et quatre d'Obliga-

tions. Jusqu'ici, il a réussi à rafler 55,6 milliards en trois émissions. Il s'agit de : 13,6 milliards en Bons assimilables du Trésor le 11 janvier ; 22 milliards en Obligations le 25 janvier ; et de 20 milliards en Obligations le 8 février. Pour sa dernière émission du premier trimestre, le Togo va retourner sur le marché financier régional le 8 mars prochain pour chercher 20 milliards en Obligations d'une maturité de 5 ans suivant le calendrier établi provisoirement.

La stratégie d'endettement adoptée par l'Etat togolais pour la période 2015-2019 a pour objectif d'atténuer les risques de refinancement et de stabiliser, voire de réduire les coûts de l'emprunt tout en mobilisant les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs de développement du pays. La stratégie d'endettement est également en ligne avec l'objectif d'assurer la viabilité de la dette à long terme, affirme l'agence UMOA-Titres. Qui précise dans une note d'in-

formation que : «Cette stratégie se décline à travers : la stabilisation de la structure du portefeuille actuel de la dette intérieure, voire l'éventuel allongement des maturités qui devrait permettre d'atténuer le poids du service de la dette sur la trésorerie ; le maintien de la prédominance des ressources extérieures concessionnelles et le recours, au besoin, à des ressources semi-concessionnelles pour des projets spécifiques».

D'après la stratégie retenue, l'Etat entend recourir aux emprunts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels à concurrence de 60%, et aux emprunts intérieurs à hauteur de 40% pour une maturité allant de 5 à 10 ans. Les principaux créanciers cibles sont : la Banque ouest africaine de développement, la Banque africaine de développement, l'IDA, le Fonds international de développement agricole, la Banque islamique de développement, l'Eximbank Chine et l'Eximbank Inde, etc.

Accès à l'électrification des ménages ruraux au Togo

Tone, Tandjouaré, Kéran, Dankpen, Wawa, Amou, Haho, Moyen-Mono et Avé vont être touchées

Ces préfectures vont bénéficier du projet social d'électrification rurale, l'une des composantes de l'initiative présidentielle CIZO. L'information est rendue publique à la suite des échanges autour de la phase pilote du projet CIZO, le 14 février 2019, entre le ministre en charge des énergies, Dèdèriwè Marc Ably-Bidamon, et les différents acteurs de la phase pilote notamment la coordination du programme d'appui aux populations vulnérables, l'Agence nationale d'appui au développement à la base, les entreprises privées qui pilotent le projet CIZO et les opérateurs de téléphonie mobile que sont Togocel et Moov.

«Ce projet est l'engagement du Chef de l'Etat, qui vise à intensifier l'électrification dans les zones rurales, notamment les localités affichant les taux de pauvreté énergétique les plus importants», a souligné le ministre, repris par le portail d'information du ministère.



Marc Ably-Bidamon, Ministre des Mines et de l'Energie

Ce projet de subvention entre dans le cadre de l'accélération de l'accès à l'électrification des ménages ruraux, un des objectifs visés par la stratégie d'électrification du Togo. C'est à travers les plateformes TMoney et Flooz que les clients pourront payer leur consommation. Techniquement, la Poste doit développer une application web en partenariat avec les distributeurs de kits, les entreprises BBOX et SOLEVA et les

opérateurs de téléphonie mobile.

Dans la stratégie nationale d'électrification, les préfectures de Tone, de Tandjouaré, de Kéran, de Dankpen, de Wawa, d'Amou, de Haho, de Moyen-Mono et de l'Avé sont les localités mentionnées par l'étude comme étant les zones où les taux de pauvreté énergétique sont les plus élevés. Après cette phase pilote, le projet sera généralisé pour atteindre les autres zones non électrifiées.

Pour faire connaître le sort des enfants sans identité

Les élèves de Calvados travaillent avec ceux du Togo, du Bénin...

Cent quatre-vingt-quatorze (194) collégiens et lycéens du Calvados, petit département français de la Normandie (nord), mais aussi du Sénégal, du Togo, du Bénin, du Burkina-Faso et de Côte d'Ivoire travaillent désormais ensemble pour faire connaître le sort des 230 millions d'enfants sans identité dans le monde. C'est la troisième édition de l'appel à projets soutenu par la députée socialiste française Laurence Dumont sur ce sujet, rapporte le confrère d'Ouest France. Le rectorat de l'académie de Caen, la députée PS du Calvados Laurence Dumont et l'organisation de solidarité internationale Aide et action viennent de lancer, le 15 janvier 2019, la 3^e édition de l'appel à projets ayant pour but de sensibiliser l'opinion publique sur le sort des enfants sans identité dans le monde.



194 élèves issus de huit établissements de Côte d'Ivoire, du Bénin, du Togo, du Burkina-Faso et du Sénégal vont travailler cette année en partenariat avec des collégiens et lycéens du collège André-Lemaître des Monts-d'Aunay, du lycée Sainte-Marie de Caen, du collège du Val-d'Aure, à Isigny-sur-Mer et du collège Jacques-Prévert à Saint-Pierre-en-Auge. Les collégiens et lycéens vont imaginer ensemble des supports de

communication pour sensibiliser l'opinion publique sur le sort de ces 230 millions d'enfants qui ne sont pas enregistrés à l'état civil et sont, de facto, privés de droits. Ils sont aussi les cibles privilégiées de nombreux trafics.

Sont également partenaires : l'Association du notariat francophone, Unicef France, Plan international, Regards de femmes et l'civil.

(Avec *Ouest France*)

Entre autres motifs d'une rencontre d'entreprises à Lomé

Du droit OHADA pour canaliser les risques juridiques et financiers

Savoir comment mettre en place une organisation adéquate pour gérer ses risques ; organiser la gestion et la cartographie des risques juridiques ; sécuriser la direction juridique et les opérationnels dans les risques projets ; rendre les organes stratégiques de l'entreprise parties prenantes ; pouvoir

analyser les risques inhérents à tout contrat ; savoir traiter l'information recueillie pour évaluer les risques en fonction de l'activité de l'entreprise ; mettre en place une politique de conservation des originaux des actes juridiques.

C'est l'objectif d'un atelier de formation de cinq (5) jours, à compter

du lundi 25 février prochain à Lomé, centré sur la «Cartographie des risques juridiques et financiers des entreprises régies par le droit OHADA». Le public cible visé est constitué de : directeur juridique, risk manager, auditeur interne, directeur administratif et financier, directeur des affaires réglementaires, juriste.

FOOTBALL/ MONDIAL U20

La CAF va appuyer les quatre représentants du continent

La Confédération africaine de football (CAF) apportera son soutien aux quatre sélections devant représenter le continent à la coupe du monde des moins de 20 ans prévue en Pologne, a déclaré son président Ahmad, samedi lors d'une conférence de presse.

Hervé A.

"Nous demanderons à la division développement de la CAF de se réunir avec le groupe d'étude technique et les quatre pays qualifiés à la coupe du monde, ils pourront voir ensemble les améliorations à apporter au sein de chaque équipe pour les préparatifs de la coupe du monde", a dit le président Ahmad sur le site officiel de la CAF.

Les quatre pays qualifiés à cette phase finale sont les demi-finalistes à savoir le Sénégal, le Mali, l'Afrique du Sud et le Nigeria. Vingt-quatre pays vont prendre part à la coupe du monde des moins de 20 ans qui aura lieu du 23 mai au 15 juin en Pologne.

Par ailleurs, lors de la Coupe du Monde senior qui avait eu lieu en Russie, l'instance dirigeante du foot-



ball avait apporté son soutien financier et un concours technique aux cinq pays qualifiés qu'étaient le Sénégal, le Nigeria, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie.

Une enveloppe de 500.000 dollars avait été allouée à chaque équipe qualifiée et du matériel technique pour aider les sélections ayant pris part à la phase finale de

Russie 2018.

Pour rappel, les Aiglons du Mali ont décroché, dimanche, le trophée de la 21^e édition de la Coupe d'Afrique des Nations U20 Total Niger 2019, en battant en finale dans les épreuves de tirs au but 3-2 les Lions du Sénégal (1-1 temps réglementaire).

Battus 2-0 par le Sénégal lors de la première journée des matches de groupe, le Mali a finalement pris sa revanche. "Durant tout ce tournoi, je pense que mon équipe a montré des choses positives et nous avons donné tout ce qu'on devait faire lors de cette finale. Lorsque nous avons battu le Mali lors du premier match, j'avais dit que c'est une équipe qui peut aller jusqu'au bout", a déclaré Youssouph Dabo, l'entraîneur du Sénégal.

BASKETBALL

Une ligue pro en Afrique avec la FIBA

La NBA ne se tourne pas seulement vers l'Asie, et dans une moindre mesure l'Europe, pour muscler son développement international. Elle n'oublie pas non plus l'Afrique. Pour preuve l'annonce de la création prochaine d'une ligue professionnelle africaine, la Basketball Africa League (BAL).

Un projet piloté conjointement par la NBA et la FIBA. La BAL, qui serait la première ligue professionnelle de la NBA hors d'Amérique du Nord, devrait être lancée en janvier 2020. Elle comptera 12 équipes.

Dans un premier temps, la NBA et la FIBA mettront dès cette année en place des tournois de qua-

lification, pour déterminer les 12 équipes qui représenteront plusieurs pays africains, dont l'Angola, l'Égypte, le Kenya, le Maroc, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tunisie. Un même pays ne pourra pas avoir plus de deux équipes qualifiées.

"Ce championnat est une étape supplémentaire importante pour la poursuite du développement du basket en Afrique", a déclaré le patron de la NBA Adam Silver, à la veille du match des étoiles organisé dimanche à Charlotte (Caroline du Nord).

"En relation avec nos autres projets en Afrique, il montre notre volonté d'utiliser le basket



comme moteur économique afin de créer de nouvelles opportunités dans le sport, les médias et la technologie à travers l'Afrique", a-t-il poursuivi.

La NBA et la FIBA prévoient également de dédier un fond de

soutien au développement de l'écosystème du basket-ball en Afrique, notamment pour le financement de stages de joueurs, de coaches et d'arbitres, mais aussi la construction de nouvelles infrastructures.

ATHLETISME

Le TAS débute l'examen du recours de Caster Semenya

Le Tribunal arbitral du sport (TAS) évalue cette semaine la validité du nouveau règlement de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) sur l'hyperandrogénie, contesté par Caster Semenya.

Double championne olympique du 800 mètres, Caster Semenya espère faire annuler par le TAS le règlement de l'IAAF imposant un seuil de testostérone à ne pas dépasser pour les compétitions féminines.

La championne du monde et double championne olympique du 800 mètres, espère que les juges du TAS invalideront le règlement pris en avril 2018 par la Fédération internationale (IAAF) pour limiter les performances des athlètes



"hyperandrogènes". C'est-à-dire des femmes qui présentent un taux anormalement élevé de testostérone, comme la Sud-Africaine. Les deux parties auront cinq jours pour présenter leurs arguments, "un processus assez long pour le TAS", selon Matthieu

Reeb, le secrétaire général de l'institution.

"La valeur fondamentale de l'IAAF est la promotion des jeunes filles et femmes dans l'athlétisme et c'est ce que nous sommes ici pour défendre. Les règlements que nous introduisons sont là pour

protéger le caractère sacré d'une concurrence loyale et ouverte", a déclaré le président de l'IAAF, Sebastian Coe, avant d'entrer dans le tribunal arbitral.

En avril 2018, l'IAAF a édicté un nouveau règlement imposant aux athlètes présentant des "différences de développement sexuel", de baisser leur taux de testostérone sous un seuil de 5 nanomoles par litre de sang pour participer aux épreuves internationales du 400 m au mile (1 609 mètres). Les avocats de Semenya, qui avait déjà été suspendue de compétition durant 11 mois avant d'être réintégrée, vont tenter de démontrer que cette nouvelle règle relève de la "discrimination".

Nouvel appel à candidatures

Une page blanche. Ou presque. Réuni pendant deux jours à Paris, en fin de semaine passée (14 et 15 février), le conseil d'orientation du Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF) a choisi de repartir d'une page blanche pour tenter de trouver une ville-hôte à la prochaine édition de l'événement, prévue en 2021.

Au cours de la première journée de réunion, ses membres ont "pris acte du désengagement du Canada Nouveau-Brunswick à organiser les Jeux de 2021." Puis, faute d'avoir reçu une offre de candidature formelle, ils ont décidé de relancer, mais en accéléré, l'appel à candidatures. La deuxième journée, vendredi 15 février, a été consacrée à l'examen du projet de guide de candidature, mais aussi au processus de candidature des Xes Jeux de la Francophonie de 2025.

Au Canada, les villes de Sherbrooke, Winnipeg et Québec se sont manifestées, au cours des dernières semaines, comme solutions de repli pour accueillir l'événement en 2021, initialement attribué à Dieppe et Moncton, au Nouveau Brunswick. Mais la question du financement n'a pas été résolue. A Sherbrooke, où le conseil municipal a voté à l'unanimité en faveur des Jeux, il manque encore environ 40 millions de dollars canadiens pour boucler le budget prévisionnel.

Man Utd, vers un rachat ?

Manchester United pourrait bientôt changer de propriétaire. Selon The Daily Mail, Mohammed ben Salmane, le prince héritier d'Arabie saoudite, aurait formulé une nouvelle offre de plus de 4 milliards d'euros pour racheter les Red Devils. De quoi faire réfléchir la famille Glazer, à la tête du club depuis 2003.

Mohammed ben Salmane avait déjà tenté une approche auprès de Manchester United en octobre dernier. Mais elle avait tourné court après l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi au sein du consulat d'Arabie saoudite en Turquie. Une affaire très médiatisée dans laquelle le prince héritier du royaume saoudien est soupçonné d'être impliqué. Quatre mois plus tard, alors que la tension est légèrement retombée, "MBS" revient à la charge pour les Red Devils.

Selon la presse anglaise, le membre de la dynastie Al Saoud aurait intensifié son offre pour racheter Manchester United. Il proposerait environ 4,3 milliards d'euros pour devenir le nouveau propriétaire d'ici la saison prochaine. Une somme colossale qui pourrait faire réfléchir la famille Glazer, à la tête du club depuis 2003.

Les investisseurs américains avaient déboursé environ 900 millions d'euros pour s'offrir MU. Ils réaliseraient donc un bénéfice de 3,4 milliards en le cédant seize ans plus tard à Mohamed ben Salmane, dont la fortune familiale est estimée à 850 milliards d'euros.

Zidane, pisté par Chelsea

D'après 'The Sun', Zinedine Zidane accepterait uniquement de remplacer Maurizio Sari en tant que coach de Chelsea si ses deux conditions sont respectées.

Les mauvais résultats de Chelsea assombrissent le futur de Sarri aux commandes des 'Blues'. D'après la dernière publication de 'The Sun', le club londonien aurait dans sa ligne de mire Zinedine Zidane pour la prochaine saison.

Même si cela reste au stade de la rumeur, 'The Sun' indique néanmoins que les chances de voir 'Zizou' aux commandes de Chelsea reposeraient sur deux grandes attentes de l'entraîneur français.

Il semblerait effectivement que Zidane, qui profite cette saison d'une année sabbatique après un parcours triomphale avec le Real Madrid, aimerait qu'on le fasse venir dans le meilleur contexte.

Comment ? Eh bien tout d'abord, il aimerait qu'Eden Hazard reste à Stamford Bridge, le joueur plaisant beaucoup à Zidane, qui l'avait pisté pour son Real Madrid.

Mais en plus d'avoir Eden Hazard présent dans son effectif, 'Zizou' aimerait avoir 200 millions d'euros à utiliser dans des transferts, afin de se composer une équipe capable de remettre Chelsea dans le droit chemin, après deux saisons de perte.

Pour répondre à la demande du marché de logistique

Le «Uber pour camions» nigérian Kobo se lance au Ghana, au Togo et au Kenya

Jean AFOLABI

Forte de sa dernière levée de fonds à 6 millions de dollars auprès de l'Africa Finance Corporation en décembre, la société de logistique fondée au Nigeria il y a un an à peine par Obi Ozor et Ife Oyedele s'attaque à l'Afrique de l'Est et s'étend à l'Ouest. Il n'y a pas assez de camions au Nigeria pour répondre à la demande d'un mar-

La jeune pousse compte plus de 80 propriétaires de flottes enregistrés sur sa plateforme, qui mettent à disposition près de 5.000 camions. Quand une entreprise passe commande pour une livraison, la plateforme identifie le transporteur le plus proche et lui assigne le trajet. Le client pourra suivre en temps réel l'acheminement de sa cargaison, pour un tarif 20% inférieur à celui du marché, selon

fonds, la société est sur tous les fronts pour étendre ses opérations en 2019. Première étape, l'ouverture de nouveaux bureaux au Ghana et au Togo en mars, avant le Kenya en avril. L'équipe revient d'ailleurs de deux semaines au Togo où elle a rencontré l'ensemble des acteurs, des autorités jusqu'aux transporteurs partenaires : tout est prêt, selon Zelu Nwakobi.

Au-delà de son expansion géo-



Les deux cofondateurs de Kobo 360, Ife (g) et Obi (d)

ché de la logistique estimé à 150 milliards de dollars. Selon le confrère de *Jeune Afrique*, c'est ce constat qui a décidé Obi Ozor et Ife Oyedele, respectivement directeur exécutif et directeur technique de Kobo 360, à lancer une plateforme qui mette en contact les propriétaires de flottes de véhicules avec les sociétés demandeuses de services de transport.

graphique, Kobo souhaite proposer de nouveaux produits cette année, à commencer par des services d'entrepôts, ainsi qu'une nouvelle unité commerciale dédiée aux livraisons plus modestes (à partir de 5 tonnes, contre des camions de capacité 15 à 30 tonnes employés aujourd'hui).

Kobo a opté pour un modèle économique «Asset light» : aucun de ses camionneurs n'est salarié, même si un minimum de 5 trajets par mois leur est garanti (le trajet moyen est rémunéré à 1000 dollars), et si la société pilote plus de 1 800 trajets par mois, elle ne possède aucun camion.

Dopée par sa dernière levée de

graphique, Kobo souhaite proposer de nouveaux produits cette année, à commencer par des services d'entrepôts, ainsi qu'une nouvelle unité commerciale dédiée aux livraisons plus modestes (à partir de 5 tonnes, contre des camions de capacité 15 à 30 tonnes employés aujourd'hui).

(Avec *Jeune Afrique*)

Sur le marché interbancaire de l'UMOA, d'une semaine à l'autre

Légère baisse des prêts et des emprunts la première semaine de février au Togo

Les établissements de crédit du Togo ont enregistré, au cours de la période du 05 au 11 février 2019, des prêts à hauteur de 50,800 milliards, contre 81,800 milliards plus tôt, et des emprunts à 46,260 milliards, contre 66,800 milliards. Ceci participe des activités interbancaires de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) qui enregistrent, au cours de la même période, des prêts et des emprunts en équilibre à 416,213 milliards, d'après le Service du marché monétaire de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao).

Les prêts au Togo sont, entre autres, à une semaine pour 40,800 milliards, et des emprunts à deux semaines pour 6,500 milliards. A l'échéance d'une semaine, le taux moyen pondéré s'est situé à 5,01%. Les taux minimum et maximum sont fixés à 3,00% et à 6,75% respectivement. A deux semaines, ces taux sont à 5,74%,

5,00% et 7,25%.

En termes de prêts, les établissements du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire enregistrent 116,800 milliards et 79,660 milliards respectivement, dont 11,000 milliards à un jour pour le Burkina. Aux taux respectifs de 4,93%, 4,50% et 6,15%. Le Sénégal et le Bénin font 59,600 milliards et 50,993 milliards. Le Niger enregistre 40,360 milliards, dont 3,000 milliards à neuf mois aux taux respectifs et identiques de 4,50%. Le Mali fait 18,000 milliards, alors que la Guinée-Bissau n'enregistre que des emprunts.

En termes d'emprunts, les établissements de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Burkina Faso font 122,100 milliards, 63,760 milliards et 62,000 milliards respectivement. Ceux du Bénin font 52,800 milliards, dont 4,000 milliards à l'échéance de six mois. Aux taux respectifs et identiques de 5,90%. Le Mali enregistre 38,900 milliards, dont 2,000

milliards à un mois. Aux taux de 5,55%, 5,25% et 6,00%. La Guinée-Bissau enregistre 11,993 milliards.

D'après la Banque centrale, le marché interbancaire de l'UMEOA a enregistré une hausse du volume des transactions au cours du mois de décembre 2018. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires, toutes maturités confondues, s'est établi à 463,9 milliards en décembre 2018, contre 298,7 milliards en novembre 2018, soit une hausse de 55,3%. Le taux moyen pondéré de ces opérations est ressorti à 5,22%, contre une réalisation de 5,10% un mois plus tôt. Sur le marché à une semaine, le volume moyen des opérations a augmenté de 75,3% pour s'établir à 350,2 milliards avec une orientation à la hausse du taux d'intérêt moyen sur ce guichet qui est ressorti à 5,25%, contre 4,34% le mois précédent.

Interconnectivité dans le monde

Le Togo classé 1^{er} de l'UEMOA

Dans l'espace de Uemoa, le Togo est en tête du classement des pays en matière d'interconnectivité. Dans l'espace CEDEAO, il est 3^{ème} après le Ghana et le Nigeria tandis que, à l'échelle mondiale, le pays de Faure Gnassingbé occupe le 92^{ème} rang sur les 169 pays concernés par le classement. C'est le contenu du rapport de la cinquième édition du «DHL Global Connectedness Index» (GCI) paru cette semaine.

Les performances prises en

compte par ce classement découlent des réformes et investissements du gouvernement au port de Lomé qui est classé le premier de la sous-région et l'aéroport qui est réputé l'un des plus modernes. Ces infrastructures facilitent la connectivité avec les autres pays du monde.

Au constat, seuls neuf pays africains figurent dans le top 100 mondial, selon ce rapport. Cette situation devrait s'améliorer avec la mise en œuvre de la Zone de libre

échange commerciale initiée par l'Union africaine et dans laquelle 49 pays sont déjà engagés.

Le classement mesure et analyse les flux internationaux du commerce, des capitaux, des informations et des personnes. L'interconnectivité des pays au reste du monde est déterminée par l'intensité des flux internationaux de commerce, de capitaux, d'informations et de personnes, selon le rapport 2019 du GCI.

En réponse à la forte demande, et de par son implantation NIOTO envisage d'investir et d'augmenter sa capacité de production

Le groupe français GEOCOTON est spécialisé depuis 1949 dans le développement agricole en Afrique, plus particulièrement autour des produits tels que le coton, le maïs ou le sorgho. Opérant à chaque étape du secteur agricole (ingénierie agricole, fourniture d'intrants, supervision et achat des productions auprès des agriculteurs, collecte et transformation des productions en produits finis ou encore commerce international), GEOCOTON est établi dans 15 pays d'Afrique et en contact avec 10 millions d'agriculteurs sur le continent, indique-t-on de source officielle du groupe français.

Au Togo, on estime que Nioto, filiale du groupe, est la porte d'entrée de GEOCOTON en Afrique de l'Ouest grâce à son implantation stratégique au port de Lomé, seul port en eau profonde de la zone. Accompagné par le directeur général de Nioto, Thierry



Awesso, l'ambassadeur de France au Togo, Marc VIZY, a pu visiter, le vendredi 8 février dernier, le site spécialisé dans la trituration des graines de coton, d'amandes de karité et la fabrication d'aliments pour le bétail, afin de se rendre compte des réalités.

L'usine produit exclusivement du beurre de karité depuis 2017, ce

qui a été l'occasion d'une présentation sur le processus de transformation de l'amande jusqu'au beurre de karité lavé. La demande en trituration d'amandes de karité étant en forte hausse, le groupe GEOCOTON/Nioto projette d'investir significativement afin d'augmenter sa capacité de production, affirme-t-on.

D'après la Commission bancaire de l'UMOA, à fin septembre 2018

La place Togo, c'est 7,4% de parts de marché de l'Union

Selon le rapport de la commission bancaire de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) paru en septembre 2018, le système financier togolais comprend quinze (15) établissements de crédit dont 6 banques internationales, sept (7) banques sous régionales et deux (2) établissements financiers à caractère bancaire, totalisant un bilan de 2.637 milliards de francs Cfa, et représentant 7,4% de part de marché au sein de l'Union. A ces établissements de crédit s'ajoutent, quatre-vingt-sept (87) institutions de microfinance (IMF), douze (12) compagnies d'assurance, deux (2) organismes de prévoyance, deux (2) Sociétés de gestion et d'intermédiation (SGI) financière et une (1) antenne de la bourse des valeurs mobilières. C'est l'état du système financier et

bancaire de la place Togo dévoilé le jeudi 07 février à l'entame des 30^{èmes} journées et anniversaire du Club des dirigeants de banque et établissements de crédit d'Afrique à Lomé. En gros, le secteur bancaire togolais, selon Kossi Tofio, directeur de cabinet du ministre de l'Economie et des finances, c'est 2.406 emplois directs, un million trente-huit mille (1.038.000) comptes bancaires et un bénéfice de 27 milliards de francs. Statistiques auxquelles s'ajoute la présence de maisons-mères de deux grands groupes bancaires africains, à savoir Ecobank et Oragroup, «contribuant ainsi, avec toutes les autres banques, à faire de Lomé une place incontournable et de premier choix de services financiers».

Pour l'officiel togolais, le secteur

bancaire togolais affiche un dynamisme, vu sa taille au sein de l'Union. Preuve en est les indicateurs de solidité financière du système bancaire généralement respectés au niveau agrégé, sauf le cas de certaines banques qui montrent quelques signes de fragilité. Aussi le gouvernement a-t-il opté pour le désengagement de l'Etat des banques à capitaux publics, en vue d'améliorer la gouvernance dans ces banques et leur contribution à l'économie.

Il faut rappeler que trente (30) ans après, le Club – cadre de réflexion, d'échanges et de partage d'expériences – était de retour dans sa ville de naissance, Lomé, pour plancher sur les «Evolutions réglementaires et impacts sur l'activité et la gestion des banques en Afrique».

Emploi informel

Etonam Sossou

La réalité chez les gagne-petit est bien particulière. C'est un tout autre monde du travail, dont les règles n'obéissent pas forcément au reste. Ils font partie, pour l'essentiel de ce qu'on peut considérer comme le secteur informel de l'emploi. Ils sont recrutés comme si on leur faisait une faveur. Et comme ce sont généralement des gens au niveau de vie très bas, eux-mêmes perçoivent parfois comme une manne, un salaire même équivalent à la moitié du Smig. Les employés de maison, que l'on trouve dans une bonne partie des ménages aux revenus moyens, sont peut-être la parfaite illustration de cet état de choses. Ici, le contrat de travail est presque toujours une simple entente verbale. Le reste après, n'est que caprices de l'employeur. Pas de couverture sociale, des sanctions arbitraires, des licenciements abusifs. Et au bout l'impuissance du travailleur. Par ignorance, ou dos au mur, beaucoup d'entre eux sont bien obligés d'accepter les conditions draconiennes proposées à l'embauche.

Vigile au statut professionnel ambigu à Lomé Jean Tréno se bat pour joindre les deux bouts. «Le plus dur, c'est de devoir rester au même endroit des heures entières.» Le sédentarisme des vigiles, Jean sait ce que c'est. Il connaît aussi cette précarité qui ne dit pas son nom. Le jour où il a été recruté dans cette société de gardiennage, on ne lui a pas fait signer un contrat de travail. Ça n'existe pas. Et encore, le bulletin de paie est arrivé deux ans plus tard. Son ancienneté a donc été amputée de 24 mois. Et puis, ça ne change pas grand-chose. Ici, il n'y a ni reclassement, ni avancement. Depuis bientôt quatre ans. Par pu-

Beaucoup d'inconvénients, peu d'avantages



de faire un dossier.

deur, on ne dira pas ici ce à quoi ça donne droit. Pas spécialement sonnante et trébuchante. Et encore, sa rémunération, Jean l'a obtenue parce que deux de ses utilisateurs successifs, une société parapublique et un organisme international, avaient insisté auprès de son employeur. Une chance que d'autres n'ont pas. Son salaire n'a pas évolué depuis le temps. Il ne s'y attend même pas. Pour que cela arrive, il faudrait qu'il ait ce qu'on appelle «une promotion», c'est-à-dire passé de vigile à escorte ou convoyeur de fonds. Le nec ! Le traitement va chercher dans les 100 000 francs CFA. Forcément, c'est plus risqué. Mais au quotidien, le travail de vigile n'est pas de tout repos. Jean travaille douze heures par jour. Le jeudi est son jour de repos. 26 jours sur trente, il est à son poste. Encore heureux qu'il n'ait pas de guérite. Il aurait été obligé de faire le pied de grue dedans. Et il faut faire attention. Les retards sont sévèrement sanctionnés. Même s'il n'y a pas de retenu sur salaire pour telle ou telle autre faute, il peut se voir supprimer ses jours de repos. Mais il est deux choses qui ne pardonnent pas. L'abandon de poste et les absences non justifiées valent licenciement. Quoi le code du Travail ? Ce sont les règles en vigueur dans la société. La sécurité sociale ?

«La société nous a demandé

Après tout ce temps. Avec tout ça, la vie n'est pas vraiment folichonne pour Jean. Avant son déménagement vers le quartier Adidogomé, il habitait Gbadago, il partait de là-bas pédibus, entre 4 heures 30 et 5 heures du matin, pour rejoindre le quartier administratif où il est actuellement en service. «Et le soir, je reprenais le chemin du retour, toujours à pied», ajoute-t-il avec ce sourire d'enfant qui ne le quitte jamais. Joindre les deux bouts est en effet une autre paire de manches. 10 000 francs Cfa pour le loyer, 2500 à 3 000 francs l'électricité. Il faut acheter de l'eau. Il faut manger, il faut se soigner, il faut s'habiller. Il faut vivre, quoi ! Il a une femme et deux enfants, dont l'aînée prendra, dès septembre prochain, le chemin de l'école. Des économies de bout de chandelle quand même ? Il n'en fait même pas. Heureusement que depuis quelque temps, Mme Tréno est devenue poissonnière. Elle met désormais la main à la pâte pour soulager son homme et faire bouillir la marmite.

Des retenues sur salaires pour un verre ou une assiette cassée.

Biova., 25 ans, exerce le métier de domestique depuis bientôt sept années. Mais chaque fois qu'elle pense à son premier poste de travail, c'est avec beaucoup de regrets et un soupçon de rancœur. Enga-

gée à l'âge de 18 ans comme domestique résidente depuis son Kévé natal, la jeune fille aura passé une année de calvaire chez sa patronne à Lomé, une sœur du village en plus. Le salaire convenu au départ avec les parents de Biova était de 15 000 F par mois. «Mais quand je suis arrivée à Lomé, ma patronne m'a dit que pour que cet argent me serve réellement, elle préférait me payer au bout d'un an pour que je puisse partir en apprentissage», raconte la jeune fille. Une fois installée, la jeune domestique s'est rendue compte que le volume de travail à elle confié n'avait rien à voir

avec ce qui semblait convenu. «Elle m'avait dit que je devais essentiellement m'occuper du ménage et du petit qui avait quatre ans à l'époque. Mais au lieu de ça, j'étais debout tous les jours entre 4h et 23h et les grands enfants de la maison étaient réprimandés s'ils étaient surpris en train de balayer leur propre chambre», se rappelle Biova. Les insultes et les coups n'étaient pas absents de ce traitement. Mais la jeune fille supportait tout en rêvant déjà aux bonnets et les nappes de tables qu'elle pourrait apprendre à broder et vendre une fois son salaire annuel en poche. De plus quelques

présents de temps en temps lui faisaient croire que sa patronne n'était pas si mauvaise. Mais à la fin du contrat, la déception de Biova a été énorme. «Tous les plats ou verres que j'avais cassés, toutes les nourritures que j'avais brûlées, les vêtements offerts, etc. ont été défactés sur mon argent. Sur les 180 000 qui m'étaient dus, j'ai eu à peine 50 000 F», affirme Biova. Depuis cet épisode, la jeune fille s'est essayée à d'autres activités. Mais elle trouve le travail de domestique moins embêtant, à condition de ne pas vivre chez ses employeurs.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°529 DE LOTO KADOO DU 08 Février 2019

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 530^e tirage de LOTO KADOO.

Lors du précédent tirage de LOTTO KADOO, c'est exclusivement à SOKODE que des gagnants de gros lots ont été dénombrés. Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont été enregistrés.

Ainsi, à SOKODE, nous avons recensé deux lots de 1.000.000F CFA et un lot de 1.250.000F CFA gagnés auprès des opérateurs 10223, 10230, 10234.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !

BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°530 de LOTO KADOO du 15 Février 2019

Numéro de base

Numéros bonus

45 50 80 84 70 72 86

Industrie mondiale de la santé

D'ici 2030, l'Afrique représentera la 2ème opportunité d'affaires

L'Afrique devrait représenter la deuxième opportunité d'affaires au monde dans le secteur de la santé, a indiqué le 12 février 2019, Vera Songwe, secrétaire exécutive de la commission économique des nations unies pour l'Afrique. La responsable indique que le continent africain devrait compter pour 14% de toutes les opportunités d'affaires dans le secteur de la santé et du bien-être dans le monde, d'ici les 11 prochaines années.

Dans le classement des meilleures opportunités d'affaires pour le secteur d'ici 2030, seule l'Amérique du Nord devrait dépasser le continent avec 21%. L'industrie sanitaire pourrait également générer 16 millions d'emplois en Afrique, contribuant ainsi à la réduction du chômage. Sur un continent où la demande dans le secteur de la santé est forte mais localement mal des-



servie, le secteur privé pourrait jouer un rôle déterminant. D'après la responsable, le continent pourrait réduire ses importations de produits pharmaceutiques de l'extérieur, dont le montant s'élève annuellement à 14 milliards \$. L'arrivée de nouveaux acteurs privés du secteur de la santé pourrait entraîner le développement d'une industrie locale, si les investissements nécessaires sont consentis, surtout dans le secteur phar-

maceutique. «C'est une énorme opportunité pour le secteur privé», souligne Vera Songwe.

Mais encore faudrait-il que les gouvernements accompagnent ces investissements de politiques publiques adéquates, sur un marché continental dominé par les faux médicaments généralement moins chers par rapport aux produits fabriqués dans le circuit officiel. D'après l'OMS, en Afrique, 7 médicaments sur 10 sont faux.

LOTO Sam

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°085 DE LOTO Sam du 09 Février 2019

Le tirage N°086 du LOTO Sam a eu lieu samedi 09 Février 2019 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Lors du précédent tirage de LOTO Sam, C'est exclusivement à LOME, que la LONATO a enregistré des gagnants de gros lots.

En effet, un maxi gros lot de 10.000.000F CFA a été répertorié auprès de l'opérateur 50334, basé à Agoé.

Dans les autres villes du pays, ce sont des gagnants de lots intermédiaire, c'est-à-dire de lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°085 de LOTO SAM du 09 février 2019

Numéro de base

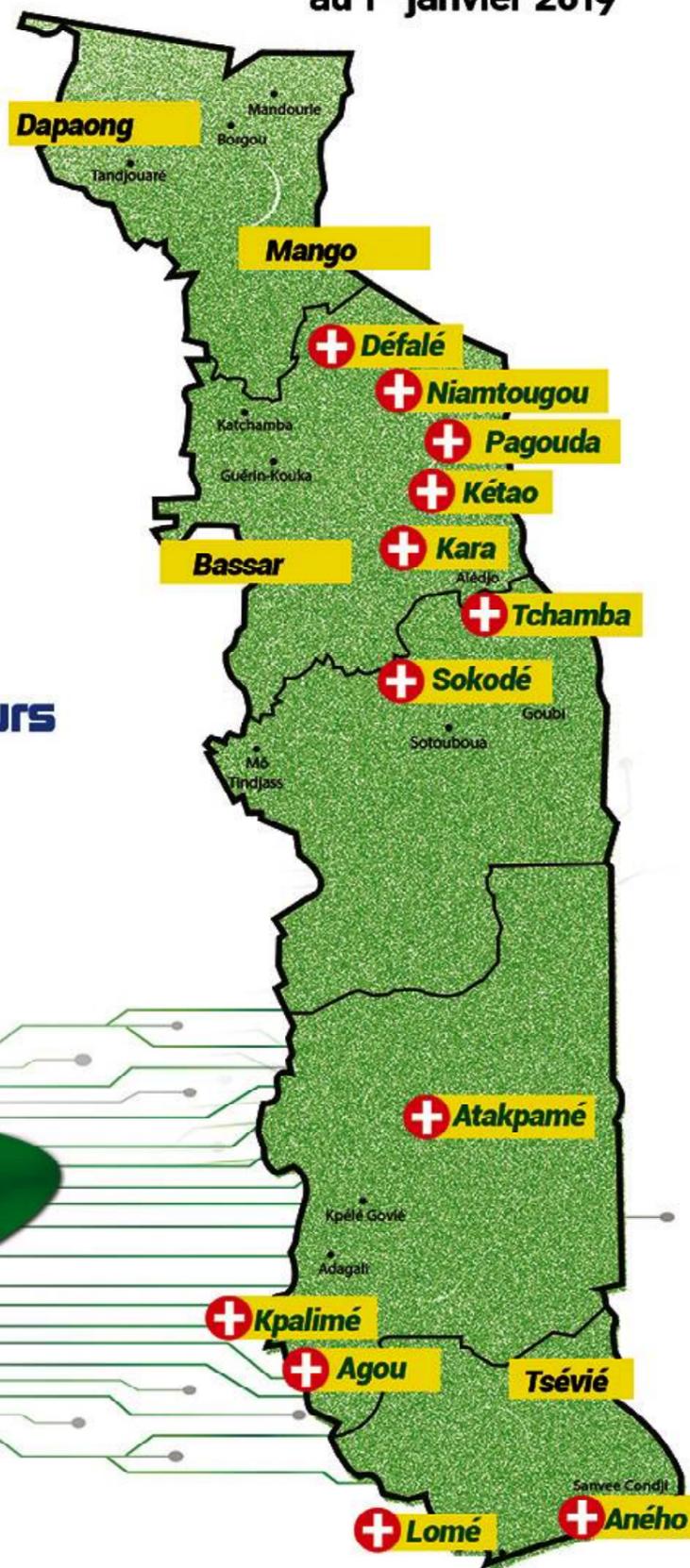
19 78 45 39 77

Le Très Haut Débit continue son parcours !

Couverture au 1^{er} janvier 2019

Le N°1 de l'internet Très Haut Débit Mobile au Togo assure déjà la couverture 4G+ dans la ville de Lomé, Agou, Kpalimé, Atakpamé, Tchamba, Agou, Sokodé, Kara, Ketao, Pagouda, Niamtougou, Défalé, et leurs environs

-  Déploiement de la 4G+ en cours
-  Les villes déjà couvertes



Le N°1 de l'internet mobile au Togo



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015